



Juin 2009

## **Comment exploiter la crise laitière pour diviser les producteurs et les entrainer dans le mur ?**

Depuis quelques temps des réunions sont organisées sur le terrain par des individus qui se présentent sous plusieurs étiquettes et en particulier l'EMB (European Milk Board), organisation constituée de syndicats agricoles minoritaires de certains pays européens.

Celle-ci est surtout active en Allemagne, avec à l'origine un syndicat, le BDM (Bundverband Deutscher Milchviehhalter) organisation dissidente du DBV, la FNSEA allemande.

En France, l'OPL, branche laitière de la Coordination Rurale, est adhérente de l'EMB avec une nouvelle structure récemment créée, l'APLI (l'organisation producteurs de lait indépendants).

**L'activisme actuel de ces organisations est motivé par un seul objectif : casser le syndicalisme unitaire.**

**Elles sont particulièrement dangereuses pour les producteurs de lait français car elles exploitent les difficultés actuelles pour diviser à une période où il est plus que nécessaire d'avoir de vrais projets et de construire ensemble l'avenir dans un monde de plus en plus dérégulés.**

Pour arriver à leur fin, elles utilisent toute la panoplie populiste, y compris des mensonges et des attaques personnelles en caricaturant le travail que nous accomplissons jour après jours, depuis des dizaines d'années, en tant que responsables professionnels. Il est justement de notre responsabilité d'expliquer aux éleveurs les dangers de ces discours simplistes qui pourraient les entrainer dans le mur.

L'enjeu est important pour l'avenir des éleveurs, il n'est cependant pas toujours aisé d'expliquer les tenants et aboutissants de problèmes complexes face à des propos caricaturaux dont les messages réducteurs peuvent faire écho.

Leur discours est pourtant plus que simple. Il consiste à réclamer un prix à 400 euros par la grève du lait.

**Faire comme au Canada...**

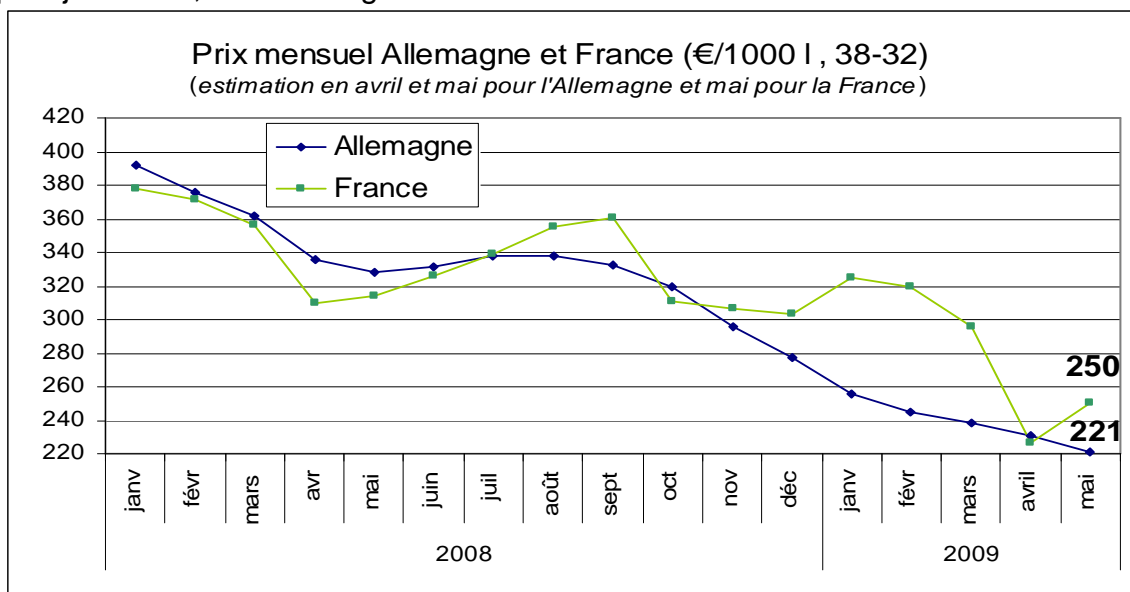
Comment ne pas adhérer à la promesse d'un prix à 400 euros ? On nous cite d'ailleurs l'exemple du Canada, sans expliquer que la transposition à la France et l'Europe est parfaitement impossible. Le Canada bénéficie d'une organisation totalement administrée et encadrée par des lois datant des années 1960.

Contrairement à l'orientation libérale du pays, c'est une forteresse laitière calée sur l'autosuffisance (les exportations et les importations sont marginales) qui produit 7,5 millions de tonnes de lait pour son seul marché intérieur. Peut-on imaginer que l'administration française et européenne confie par la loi les pleins pouvoirs d'encadrement du secteur à la FNPL (ce qui est le cas au Canada) ? Peut-on imaginer que la France, qui produit 24 millions de tonnes de lait et en exporte plus du tiers, revienne à l'autosuffisance ? Dans ce cas, il faudra produire au maximum 70% de notre collecte, et donc réduire d'un tiers au moins le nombre de producteurs. Il faudrait, qui plus est, fermer totalement les frontières de l'hexagone. Une légère entaille dans la construction européenne...

### Faire la grève du lait...

Le seul moyen présenté comme étant le remède à tous les maux du secteur est la grève des livraisons. On se souvient encore, pour les plus anciens d'entre nous, de la grève du lait des années 1970 en France. Une formidable arme pour...diviser les producteurs. Cette action syndicale est sensée permettre un redressement durable du prix pour atteindre le niveau mythique de 400 euros. On fait croire aux éleveurs que c'est possible et l'on cite encore un exemple de complète réussite : la grève organisée en Allemagne fin-mai 2008. On cite les chiffres totalement faux qui font de cette action une remontée formidable du prix de 250 à 400 euros. Qu'en est-il exactement ? La dernière semaine de mai et la première semaine de juin, les producteurs de lait allemands ont produit 30% de lait en moins, ce qui est effectivement considérable. En mai 2008, le prix moyen en Allemagne était de 330 euros pour 1000 litres. Sans pouvoir établir une véritable corrélation avec la grève du lait, il a augmenté de 3 euros/1000 l en juin (+ 1%) et de 6 euros/1000 l (+2%) en juillet, puis est reparti constamment à la baisse depuis septembre 2008. Ces données proviennent bien entendu de sources totalement officielles et ne viennent pas de paroles qui n'engagent que ceux qui les écoutent..

Bien sûr, les mêmes fustigent le travail syndical accompli par la FNPL, les Fédérations et les dizaines de milliers de producteurs qui se mobilisent. Sur leur site, on peut lire: « Il ne sert à rien d'aller gesticuler devant les laiteries ou les grandes surfaces ». Si les négociations interprofessionnelles sont souvent critiquées, là aussi les chiffres sont tenaces. Il suffit de regarder les prix en France et en Allemagne depuis juin 2008, date de la grève du lait chez nos amis d'outre Rhin.



## **L'Europe peut tout régler...**

Face à nos « gesticulation » française, on nous oppose le salut européen. L'analyse de la crise actuelle peut nous rejoindre un instant. La réforme de 2003 nous a plongés dans la dérégulation des marchés, ce qui a conduit à la forte hausse des prix en 2007-2008 et à la chute vertigineuse depuis fin 2008. On ne peut cependant faire croire aux producteurs de lait que les gouvernements européens reviendront sur leurs décisions prises à l'unanimité. La voie est malheureusement tracée par les Pouvoirs Publics. Les récents sommets européens, malgré la crise historique que traverse notre secteur, n'ont pas bougé une seule virgule au processus de réforme.

Nous avons toujours défendu le principe d'une maîtrise de l'offre en adéquation avec la demande, et ce, bien avant que certains donneurs de leçons qui ne sont pas pourtant à une contradiction près. Doit-on rappeler qu'en 2008, les représentants de la Coordination Rurale avaient demandé l'annulation du système des pénalités basé sur une taxe française ? Le système français que nous avons mis au point est l'un des plus performant en Europe et le moins couteux (pas de vente ni de location de quotas alors que c'est la règle partout en Europe).

Nous l'avons toujours dit, un système de maîtrise de la production doit aller de paire avec un soutien des prix.

Nous nous battons pour maintenir et améliorer la performance des outils restant tels que l'intervention. Mais on ne peut leurrer les producteurs, l'Europe ne reviendra pas sur sa logique, ni sur la fin des quotas.

C'est pourquoi, nous devons nous prendre en main. Nous avons un immense chantier à construire pour organiser la production et la filière laitière. Personne ne le fera à notre place.

La FNPL s'est engagée à fonds dans un ce programme de construction d'un avenir pour les éleveurs laitiers français. Un avenir qui s'articule sur la valorisation intérieure, un nouveau relationnel avec les entreprises où s'intégreraient les prix et les volumes, une organisation collective des producteurs, ...

Pour construire cela, nous avons besoin de tous, d'un syndicalisme fort et unitaire. Que les éleveurs ne se méprennent pas. Les discours simplistes proférés par certains ne pourront mener qu'à la division et à la destruction de ce que nous avons contribué à construire depuis de longues années et de tout ce que nous avons à construire ensemble : une organisation professionnelle qui pèse dans les débats et une filière française forte.